



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétarita d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 08.11.2018

Note Mali

Situation sécuritaire

Table des matières

Synthèse	3
Main findings	3
1. Introduction et critique des sources	4
2. Avancées du processus de paix	4
2.1. Ecoute des victimes	5
2.2. Patrouilles mixtes, désarmement et autorités intérimaires.....	5
3. Situation sécuritaire	6
3.1. Zone sud	6
3.2. Zones nord et centrale	8
4. Personnes déplacées et réfugiées	11
5. Crise multidimensionnelle	12
5.1. Idéologie et hiérarchies tribales.....	12
5.2. Trafics et désarmement.....	13
5.3. Djihadisme et conflits communautaires	14
6. Acteurs majeurs du conflit armé	15
6.1. Parties liées à l'Accord d'Alger de 2015	15
6.1.1. Forces armées et de sécurité du Mali (FAMA)	15
6.1.2. Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).....	15
6.1.3. Plateforme.....	16
6.2. Coordination des mouvements de l'entente (CME)	16
6.3. Groupes djihadistes	17
6.3.1. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).....	17
6.3.2. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)	17
6.4. Forces armées internationales ou étrangères	18
6.4.1. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA).....	18
6.4.2. Opération Barkhane	18
6.4.3. Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S).....	18
Annexe : Zones d'influence des groupes djihadistes et bases de la Minusma	20

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Quelle est l'évolution de la situation sécuritaire depuis 2016 ?
- Quelles sont les avancées du processus de paix ?
- Quelle est la situation sécuritaire dans le Nord, le Centre et le Sud du Mali ?
- Quelles sont les conséquences du conflit pour les civils ?
- Quels sont les principaux facteurs de conflit ?
- Qui sont les acteurs actuels du conflit armé ?

Synthèse

Depuis 2016, bien que le processus de paix ait franchit plusieurs étapes, la situation sécuritaire a connu une péjoration générale : la fréquence des affrontements et attaques a augmenté, de même que les morts parmi les civils.

Le gouvernement a amélioré sa présence sur le territoire, avec au minimum un gouverneur et des autorités intérimaires en fonction dans chaque capitale de région. A Kidal, des écoles ont rouvert. Des patrouilles mixtes ont lieu à Gao : elles rassemblent des militaires de l'armée malienne et des groupes signataires de l'accord de paix de 2015. La Commission vérité, justice et réconciliation a recueilli plus de 8500 dépositions de victimes des conflits présents et passés. Elle élabore maintenant une politique de réparation à l'égard des victimes.

Le district de Bamako a connu deux attentats en 2015, puis un autre en 2017, mais aucun groupe armé non-gouvernemental n'est implanté dans la zone sud. En revanche, les zones centrale et nord demeurent sous l'influence de groupes armés, djihadistes ou non. Ces derniers ne contrôlent plus de grande ville et sont retranchés en milieu rural, d'où ils lancent leurs attaques.

Dans les zones nord et centrale, des civils sont victimes collatérales des affrontements, alors que d'autres sont directement ciblés. Certains ont subi des violations des droits humains commis par des groupes armés, djihadistes ou non, armée malienne comprise. Le nombre de morts parmi les civils a augmenté sensiblement en 2018. Les personnes déplacées internes ont augmenté de 60 % entre janvier et septembre 2018 ; cependant, un continuel mouvement de retour a aussi lieu.

Au-delà du discours idéologique, les groupes armés obtiennent soutien et recrues en prenant position dans des conflits communautaires, qui sont notamment liés à la hiérarchie sociale ou à l'accès aux ressources. La protection de convois de contrebande et la facilitation de la migration sont des activités pour lesquelles les membres de groupes armés sont sollicités. Pour certains, rejoindre un groupe armé apparaît comme une étape vers leur engagement dans l'armée nationale, par le biais du processus de démobilisation (DDR).

Parmi les acteurs non-gouvernementaux du conflit, une dynamique d'alliances et scissions perdure. Depuis 2017, les groupes djihadistes se rangent en deux coalitions : l'une prêtant allégeance à al-Qaïda, l'autre à l'Etat islamique. Dans un même temps, les effectifs de l'armée malienne augmentent, les Nations Unies poursuivent leur mission de stabilisation, et les troupes de l'opération Barkhane soutiennent des exercices et engagements de la Force conjointe du G5 Sahel.

Main findings

Although the peace process has made some progress since 2016, the security situation has generally worsened: the frequency of incidents has increased, as well as the number of casualties among civilians.

The government of Mali has strengthened its presence across the country; every regional capital now has at least one governor and interim authorities in place. Schools have re-opened in Kidal and mixed patrols are conducted in Gao. So far, the Truth, Justice and Reconciliation

Commission has taken over 8'500 witness statements from victims of past and ongoing conflicts, and is currently developing a reparations policy.

Despite the fact that there are no non-state armed groups operating in southern Mali, there were two attacks on the district of Bamako in 2015, followed by a third one in 2017. In contrast, it is in the northern and central parts of the country where the influence of jihadist and other armed groups continues to be felt. Be that as it may, these groups have lost control of the major towns and have since retreated to rural areas, from where they launch their attacks.

Clashes in northern and central Mali exact collateral damage on civilians and, in some cases, even directly target them. Also, certain sections of the civilian population suffer human rights violations at the hands of jihadist and other armed groups, including the Malian army. There was a marked increase in civilian fatalities in 2018. Between January and September of the same year, the number of internally displaced persons rose by 60%; at the same time, an ongoing movement to return has been observed.

Besides their ideological discourse, armed groups win support and recruit new members by taking a stance on intercommunal conflicts that arise primarily from disputes related to social hierarchy issues and access to resources. Members of armed groups are sought after to protect smuggling convoys and facilitate the passage of migrants. Some view joining an armed group as a step towards enlisting in the Malian army because their membership of such a group affords them access to the demobilisation process (DDR).

Relations between non-state parties to the conflict continue to be marked by shifting alliances and splits. Since 2017 jihadist groups in Mali have been affiliated with one of two coalitions: the first swears its allegiance to al-Qaeda, the second to Islamic State. At the same time, troop numbers in the Malian army are rising, the United Nations stabilisation mission continues, and troops deployed as part of Operation Barkhane assist the G5 Sahel Joint Force with its training exercises and deployments.

1. Introduction et critique des sources

Cette note fait suite à d'autres rapports de la Section analyses du SEM sur la situation sécuritaire au Mali, à savoir un focus en septembre 2015 et une note de mise-à-jour en mars 2016.¹ Le point 6 du présent document donne quelques éléments de référence pour distinguer les principaux groupes liés au conflit.

Les sources sont exclusivement écrites et publiques. Elles se ventilent essentiellement en trois catégories : des publications des Nations Unies, des rapports d'organisations non-gouvernementales et des médias. Les Nations Unies interviennent militairement au Mali et n'ont donc pas un statut d'observateur indépendant. Des organisations non-gouvernementales, quant à elles, ont pour mandat de s'engager pour le respect des droits humains et par conséquent, mettent les violations de ceux-ci en évidence. Certains articles de presse se basent sur des communiqués d'agences et leur source première n'apparaît pas clairement. Ce rapport utilise des médias maliens et français, et en particulier le site Internet Radio France internationale (RFI), qui couvre le conflit malien presque au quotidien. RFI s'appuie régulièrement sur des envoyés ou des correspondants sur place. Bien que l'armée française soit engagée au Mali à travers l'opération Barkhane, les articles de RFI, de par leurs thèmes et style de rédaction, ne laissent pas apparaître de parti pris. Enfin, les graphiques présentent des données provenant de médias et rassemblées par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), qui s'intéresse à la violence politique et aux manifestations dans des contextes de guerre civile et d'instabilité.

2. Avancées du processus de paix

L'Accord de paix d'Alger a été signé en juin 2015 par le gouvernement malien, les groupes armés rebelles rassemblés au sein de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), et les groupes de tendance loyaliste qui forment la coalition de la Plateforme. L'International

¹ SEM, Berne. Focus Mali: Situation sécuritaire, 07.09.2015 / SEM, Berne. Note Mali : Situation sécuritaire, 14.03.2016. www.sem.admin.ch/sem/fr/home/internationales/herkunftslander.html (07.11.2018).

Crisis Group regrettait alors que l'Accord « reproduit pour l'essentiel les recettes du passé, en favorisant par exemple une politique de décentralisation et de clientélisme qui n'a jamais apporté la paix ».²

2.1. Ecoute des victimes

Toutefois, l'Accord a amené le gouvernement malien à opérationnaliser la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), chargée d'enquêter sur les cas de violations graves des droits de l'homme, d'établir la vérité, de situer les responsabilités et de proposer des mesures de réparation ou de restauration. Son mandat ne se limite pas au conflit déclenché en 2012, mais comprend aussi les trois autres rébellions armées connues par le Mali depuis son indépendance, soient celles de 1963, 1990 et 2006. La CVJR entend jouer un rôle complémentaire à celui des instances judiciaires.³ A partir de 2017, elle a recueilli plus de 8500 dépositions de victimes auprès de ses antennes, qui couvrent l'ensemble des régions administratives du Mali à l'exception de Kidal.⁴ Sur la base de ces dépositions, la CVJR a entamé des consultations régionales en vue d'élaborer une politique de réparation des victimes.⁵

2.2. Patrouilles mixtes, désarmement et autorités intérimaires

Sur le plan sécuritaire, l'Accord d'Alger prévoit des Mécanismes opérationnels de coordination (MOC), soient des bataillons de 600 hommes : 200 membres des Forces armées maliennes, 200 combattants de la CMA et autant de la Plateforme.⁶ Les MOC ont pour devoir d'organiser des patrouilles mixtes, qui visent à « prévenir/réduire tout vide sécuritaire avant, durant et après les processus de cantonnement, d'intégration et de DDR [désarmement, démobilisation et réintégration] ». Dans le camp du MOC de Gao, un attentat-suicide revendiqué par Al-Mourabitoune a tué plus de 70 personnes en janvier 2017.⁸ Le mois suivant, les premières patrouilles mixtes ont démarré leurs opérations dans cette ville.⁹ A ce jour, deux autres MOC se mettent en place : l'un à Kidal et l'autre à Tombouctou. Ceux-ci ont formé leurs premières unités en septembre 2018, mais en disposant de la moitié du contingent requis, si bien que les patrouilles n'ont pas débuté.¹⁰

Créée dans le sillage de l'Accord de paix, la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CNDDR) a débuté la phase de pré-enregistrement des combattants éligibles en février 2018¹¹, et en septembre de la même année, les listes ainsi établies comptaient plus de 32 000 membres de différents groupes armés, dont 3880 femmes, pour qui dix sites de cantonnement ont été construits. Parmi les candidat(e)s, plus de 13 000 ont postulé pour leur intégration aux Forces armées maliennes, près de 5000 souhaité une réinsertion dans la vie civile, et le reste est demeuré indécis. La Commission a précisé que

² International Crisis Group, Bruxelles. Mali : la paix à marche forcée ? 22.05.2015, p. 4. www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/mali-imposed-peace (07.11.2018).

³ CVJR, Bamako. Stratégie d'intervention 2016-2018, 01.02.2016, pp. 2, 4, 13. http://cvjrmali.com/data/documents/Strategie-CVJR-FINAL_1.pdf (07.11.2018).

⁴ Mohamed Naman Keita, Bamako. CVJR : Bilan à mi-parcours, 28.06.2018. <https://maliactu.net/mali-cvjr-bilan-a-mi-parcours/> (07.11.2018).

⁵ Adama Bamba, Bamako. Préjudices causés sur les victimes de la crise 2012: La CVJR engage une consultation régionale, 08.10.2018. www.afribonemali.net/spip.php?article86415 (07.11.2018).

⁶ Jeune Afrique, Paris. Mali : Nord cherche Etat désespérément, 12.03.2017. www.jeuneafrique.com/mag/411434/politique/mali-nord-cherche-etat-desesperement/ (07.11.2018).

⁷ Accord pour la paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger, 20.06.2015, pp. 20-21. <https://peacemaker.un.org/node/2681> (07.11.2018).

⁸ Le Monde, Paris. Mali : 77 morts dans un attentat à Gao, 19.01.2017. www.lemonde.fr/afrique/video/2017/01/19/mali-pres-de-60-morts-dans-un-attentat-a-gao_5065362_3212.html (07.11.2018).

⁹ RFI, Paris. Mali: à Gao, coup d'envoi des patrouilles mixtes pour sécuriser le Nord, 24.02.2017. www.rfi.fr/afrique/20170224-mali-gao-coup-envoi-patrouilles-mixtes-nord-plateforme-azawad-moc (07.11.2018).

¹⁰ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 25.09.2018, p. 3. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1829038.pdf> (07.11.2018).

¹¹ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 29.03.2018, p. 3. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018273.php (07.11.2018).

ces listes restaient incomplètes, certains mouvements signataires de l'Accord ayant notifié que « le complément de la liste de leurs combattants est en cours de finalisation ».¹²

Dans le cadre du processus de paix, des autorités intérimaires doivent administrer les cinq régions du nord - Tombouctou, Taoudenit, Gao, Kidal et Ménaka - jusqu'à ce que le peuple y élise des assemblées régionales.¹³ En février 2017, les signataires de l'Accord se sont entendus sur la composition des autorités intérimaires, qui se sont installées entre février et avril de la même année. Les présidents de celles de Kidal et Tombouctou sont tous deux membres de la CMA, leur homologue pour Gao est issu de la Plateforme, alors qu'à Ménaka et Taoudenit, ils sont respectivement membre et représentant du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA).¹⁴ La construction des bureaux des autorités de Taoudenit a débuté en avril 2018 et à ce jour, elles restent donc basées à Tombouctou. En août 2018, les Nations Unies observaient que dans les régions du nord et celle de Mopti, 31 % des représentants de l'Etat exerçaient leur fonction. Ce pourcentage a été établi chaque trimestre depuis décembre 2016, et a oscillé entre 31 % et 37 % jusqu'à aujourd'hui. Cependant, les Nations Unies ont aussi relevé que les administrations intérimaires réalisaient des projets pour renforcer les services de base, la cohésion sociale et la reprise économique : par exemple, la réhabilitation d'un système d'eau et la construction de deux marchés dans la région de Kidal.¹⁵

3. Situation sécuritaire

Ce point traite essentiellement de la violence armée : sa localisation, sa fréquence, ses auteurs et leur *modus operandi*, ses victimes.

3.1. Zone sud

Le conflit armé qui touche les zones nord et centrale marque peu la vie quotidienne dans la zone sud, où l'acte terroriste le plus récent date de juin 2017. Les élections présidentielles s'y sont déroulées pacifiquement en août 2018, et l'opposition a régulièrement manifesté dans les rues de Bamako. La plupart de ces mobilisations n'ont pas donné lieu à des débordements violents.

Selon le recensement de 2009, près de 61 % de la population malienne réside dans la zone sud, qui comprend le district de Bamako avec 1,8 millions d'habitants, la région de Koulikoro avec 2,4 millions, et celles de Kayes et Sikasso, respectivement peuplées de 2 et 2,6 millions d'habitants.¹⁶

Dans le sillage du coup d'Etat de 2012, la junte militaire au pouvoir a tué 21 officiers d'une unité opposée près de Bamako.¹⁷ Puis, à partir du retour au gouvernement civil en avril 2012, la capitale a été touchée par trois actes terroristes :

- Dans la nuit du 6 au 7 mars 2015, deux personnes ont ouvert le feu sur des clients du restaurant La Terrasse, généralement fréquenté par des Européens. Revendiquée par le groupe djihadiste Al Mourabitoune, cette attaque a fait cinq morts.¹⁸
- Le 18 novembre 2015, deux hommes ont pris d'assaut l'hôtel Radisson Blu, connu pour sa clientèle intercontinentale. Vingt-deux personnes, dont les deux assaillants, ont été

¹² Mali Actu, Bamako. Mali: Mise en oeuvre du DDR: Plus de 32 mille ex-combattants inscrits pour 8 sites, 08.10.2018. <https://maliactu.net/mali-mise-en-oeuvre-du-ddr-plus-de-32-mille-ex-combattants-inscrits-pour-8-sites-le-15-octobre-delai-de-rigueur-pour-les-listes-additives/> (07.11.2018).

¹³ Accord pour la paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger, 20.06.2015, pp. 5, 18. <https://peacemaker.un.org/node/2681> (07.11.2018).

¹⁴ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 30.03.2017, p. 3. <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2017271.php> / Jeune Afrique, Paris. Mali : l'installation des autorités intérimaires dans le Nord est enfin terminée, 20.04.2017. www.jeuneafrique.com/431403/politique/mali-linstallation-autorites-interimaires-nord-enfin-terminee/ (07.11.2018).

¹⁵ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 06.06.2018, pp. 3-4. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018541.php (07.11.2018).

¹⁶ Europa Publications, Mali, Africa South of the Sahara 2018, Routledge, New York, 2017, p. 761.

¹⁷ RFI, Paris. Béréts rouges tués au Mali : un charnier découvert près de Kati, 04.12.2013. www.rfi.fr/afrique/20131204-berets-rouges-tues-mali-charnier-decouvert-pres-bamako-kati-sanogo (07.11.2018).

¹⁸ L'Obs, Paris. Mali. Ce que l'on sait de l'attaque du restaurant à Bamako, 07.03.2015. www.nouvelobs.com/monde/20150307.OBS4081/mali-ce-que-l-on-sait-de-l-attaque-du-restaurant-a-bamako.html (07.11.2018).

tuées. Suite à cela, le gouvernement a mis sur pieds une unité spéciale anti-terrorisme¹⁹, qui a déjoué deux attentats planifiés à Bamako, en janvier 2017.²⁰ En même temps, il a instauré l'Etat d'urgence sur l'ensemble du territoire national, ce qui accorde des possibilités d'intervention accrues aux forces de sécurité en matière de fouilles, de restrictions de circulation et de rassemblements. Cet Etat d'urgence reste en vigueur à ce jour, et connaît une prorogation jusqu'à octobre 2019.²¹

- Le 18 juin 2017, des hommes armés ont attaqué un site touristique à Kangaba, à six kilomètres de Bamako. Un bilan fait état de sept morts, dont cinq assaillants, quatre blessés et une trentaine d'otages libérés.²²

Des manifestations se sont tenues régulièrement dans les rues de Bamako : en août 2017, elles ont fait renoncer le président Ibrahim Boubacar Keita à son projet de réviser la Constitution afin d'accroître le pouvoir présidentiel.²³ En août 2018, Ibrahim Boubacar Keita a remporté les élections qui se sont déroulées dans le calme à Bamako, contrairement aux zones nord et centre du pays.²⁴ L'opposant Soumaïla Cissé n'a cependant pas accepté sa défaite et a organisé des marches de protestation dans les rues de la capitale.²⁵ Sur les 35 manifestations à Bamako rapportées par les médias entre janvier 2017 et octobre 2018, deux ont été dispersées par les forces de l'ordre ; durant celle du 2 juin 2018, un affrontement a fait 16 blessés.²⁶

En 2017 et 2018, la presse a rapporté les assassinats de quatre personnes dans le nord de la région de Koulikoro : les victimes sont deux civils et deux douaniers. Un média malien cite deux sources locales qualifiant les meurtriers des douaniers de djihadistes.²⁷

Quant aux régions de Sikasso et Kayes, les sources consultées ne font état ni de la présence d'un groupe armé, ni d'actes terroristes.

¹⁹ RFI, Paris. Un an après l'attaque, le Radisson de Bamako affiche complet, 19.11.2016. www.rfi.fr/afrique/20161119-mali-attaque-terroriste-hotel-radisson-blu-bamako (07.11.2018).

²⁰ RFI, Paris. Mali: un attentat-suicide planifié dans Bamako déjoué, 28.01.2017. www.rfi.fr/afrique/20170128-bamako-attentat-issa-toure-mai-ben-barka-al-mourabitoune-belmokhtar (07.11.2018).

²¹ Jeune Afrique, Paris. Mali : l'état d'urgence prolongé d'une année supplémentaire, 26.10.2018. www.jeuneafrique.com/653667/politique/mali-letat-durgence-prolonge-dune-annee-supplementaire/ (07.11.2018).

²² RFI, Paris. Attaque meurtrière à Bamako: Salif Traoré, ministre de la Sécurité, invité de RFI, 19.06.2017. www.rfi.fr/emission/20170619-attaque-bamako-salif-traore-ministre-securite-mali (07.11.2018).

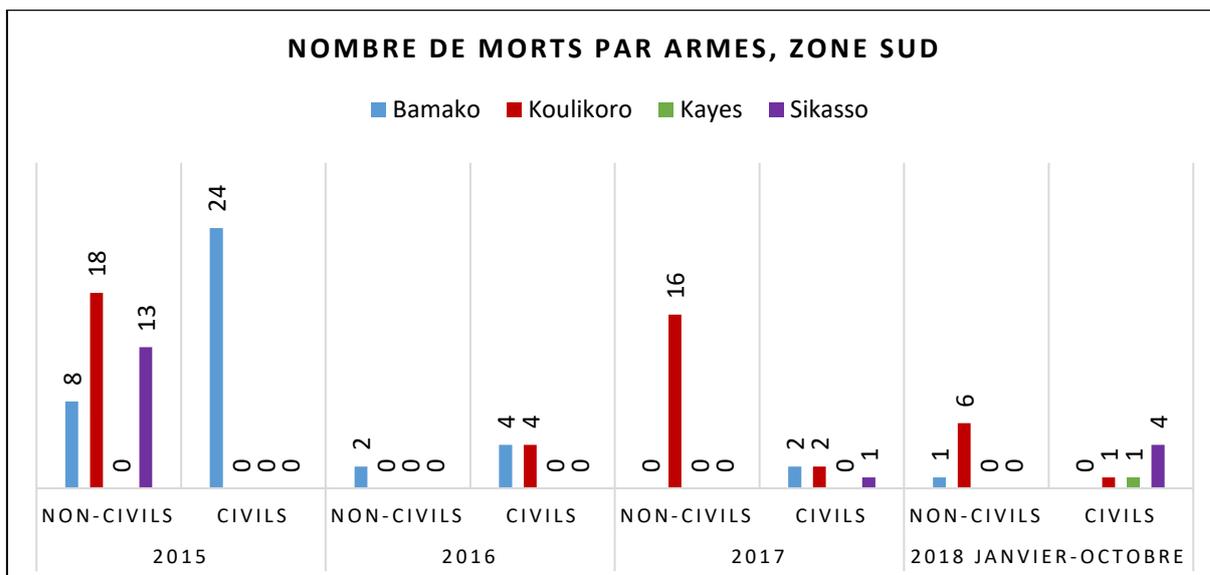
²³ RFI, Paris. Mali: «Touche pas à ma Constitution» demande le retrait du projet de révision, 26.06.2017. www.rfi.fr/afrique/20170626-mali-touche-pas-constitution-demande-retrait-projet-revision / Koaci, Côte d'Ivoire. Mali : IBK renonce en direct à son projet de révision constitutionnelle, 19.08.2017. <http://koaci.com/mali-renonce-direct-projet-revision-constitutionnelle-112279.html?lang=2> (07.11.2018).

²⁴ Le Monde, Paris. Election au Mali : calme à Bamako, incidents dans le centre et le nord, 29.07.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/29/presidentielle-au-mali-calme-a-bamako-incidents-dans-le-centre-et-le-nord_5337306_3212.html / Jeune Afrique, Paris. IBK réélu au Mali : Bamako entre fêtes et protestations, 16.08.2018. www.jeuneafrique.com/616635/politique/ibk-reelu-au-mali-bamako-entre-fete-et-protestations/ (07.11.2018).

²⁵ Jeune Afrique, Paris. Jusqu'où ira Soumaïla Cissé ? 02.09.2018. <https://www.jeuneafrique.com/mag/622663/politique/mali-jusquou-ira-soumaila-cisse%e2%80%89/> (07.11.2018).

²⁶ Selon la base de données Acléd, Madison. www.aclldata.com/data/ (07.11.2018).

²⁷ Mali Actu, Bamako. Mali : Lutte antiterroriste Les FAMA neutralisent quatre terroristes à Boudjiguiré, 13.10.2017. <https://maliactu.net/mali-lutte-antiterroriste-les-fama-neutralisent-quatre-terroristes-a-boudjiguire/> / Mali Actu, Bamako. Mali: deux douaniers tués au nord de Bamako, 24.01.2018. <https://maliactu.net/mali-deux-douaniers-tues-au-nord-de-bamako/> / L'Indicateur du Renouveau, Bamako. Mali : Assassinat d'une albinos à fana : Les manifestants brûlent la gendarmerie et plusieurs bars de la ville, 14.05.2018. <https://maliactu.net/mali-assassinat-dune-albinos-a-fana-les-manifestants-brulent-la-gendarmerie-et-plusieurs-bars-de-la-ville/> (07.11.2018).



Source: Acled, Madison. www.acleddata.com/ (07.11.2018).

3.2. Zones nord et centrale

Malgré des tensions qui subsistent entre la CMA et la Plateforme - coalitions signataires de l'Accord de paix, la ligne de conflit principale se situe aujourd'hui entre les groupes djihadistes et l'armée malienne. Les attaques ont surtout lieu en milieu rural, alors que dans les capitales de région, l'Etat et l'appareil sécuritaire se redéployent lentement. Néanmoins, la situation sécuritaire n'est pas identique dans toutes ces capitales. Depuis 2017, le nombre de civils tués tend à augmenter : c'est particulièrement le cas dans les deux épices actuels du conflit, la région de Mopti et les environs de Ménaka dans la région de Gao. A ces endroits, aussi bien les groupes djihadistes que les forces anti-terroristes tendent à s'allier avec des groupes ethniques particuliers, ce qui attise des tensions intercommunautaires préexistantes.

La zone nord se situe dans le Sahel et comprend trois régions : celle de Kidal, la moins peuplée du Mali, comptant près de 68 000 habitants ; celle de Gao, avec une population de 500 000 ; et celle de Tombouctou avec 700 000 habitants. Plus peuplée, la zone centrale se situe sur le delta intérieur du Niger et comprend les régions de Mopti et Ségou, avec respectivement 2 et 2,3 millions d'habitants.²⁸ En mars 2012, le gouvernement a décrété la création de nouvelles régions, dont celles de Taoudénit et de Ménaka dans un premier temps. Vu que la délimitation de celles-ci reste à ce jour en discussion²⁹, le présent document considère que la première fait toujours partie de la région de Tombouctou et la deuxième de celle de Gao.

En juillet 2017, des membres de la CMA et de la Plateforme se sont affrontés dans les environs de Kidal et Anéfis, puis le 20 septembre de la même année, à l'issue d'une médiation onusienne, se sont engagés une nouvelle fois à cesser les hostilités.³⁰ Selon Radio France internationale (RFI), ces combats résultaient d'une tentative de la Plateforme de reprendre Kidal à la CMA, qui domine cette ville.³¹ Les sources consultées ne donnent pas de bilan exact, mise à part une estimation de plusieurs dizaines de morts.³²

²⁸ Europa Publications, Mali, Africa South of the Sahara 2018, Routledge, New York, 2017, p. 761.

²⁹ Gouvernement du Mali, Bamako. Loi N°2012-018 portant création des Cercles et Arrondissements des Régions de Tombouctou, Taoudénit, Gao, Ménaka et Kidal, 02.03.2012. www.primature.gov.ml/index.php/communiqués-du-conseil-des-ministres / Ruben de Koning et al., Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali (New York: United Nations, Security Council, 9 August 2018), p. 11. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).

³⁰ RFI, Paris. Mali : La Plateforme et la CMA s'affrontent pour le contrôle d'Anéfis, 12.07.2017. www.rfi.fr/afrique/20170712-mali-plateforme-cma-affrontement-contrôle-anéfis-kidal-azawad / RFI, Paris. Mali : Les ex-rebelles de la CMA et la Plateforme signent un cessez-le-feu, 21.09.2017. www.rfi.fr/afrique/20170921-mali-ex-rebelles-cma-plateforme-signent-cessez-le-feu-accord (07.11.2018).

³¹ RFI, Paris. Mali : affrontements entre le Gatia et la CMA dans la région de Kidal, 27.07.2017. www.rfi.fr/afrique/20170726-mali-violation-cessez-le-feu-gatia-cma-kidal (07.11.2018).

³² VOA, Washington. Au moins 15 morts dans des affrontements entre la CMA et la Plateforme à Kidal, 08.07.2017. www.voafrique.com/a/au-moins-15-morts-dans-des-affrontements-entre-la-cma-et-la-plateforme-a-kidal

Les groupes djihadistes ont attaqué en premier lieu les Forces armées maliennes, dont ils ont tué 69 militaires entre janvier et septembre 2018, principalement au moyen d'engins explosifs improvisés, et quelquefois de mortiers et roquettes. Durant cette même période, ils ont mené 139 attaques et affronté aussi des groupes signataires de l'Accord d'Alger, parmi lesquels ils ont fait 39 morts.³³ Leurs offensives ont également tué dans leurs propres rangs ; par exemple, en juillet 2018, onze djihadistes sont morts après avoir tendu une embuscade à l'armée malienne.³⁴ En outre, ils sont particulièrement visés par les militaires de l'opération Barkhane, dont un objectif majeur consiste à les poursuivre et les tuer.³⁵ Selon les Nations Unies, le Groupe de soutien à l'islam et aux Musulmans (GSIM) est très actif dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou.³⁶

Depuis février 2013, les groupes djihadistes ne contrôlent plus de grande ville dans le nord du pays, et se retranchent dans le désert ou en milieu rural.³⁷ L'installation d'autorités intérimaires et la présence de gouverneurs dans les capitales de régions y marquent un retour de l'Etat, qui prévoit d'accompagner son déploiement de mesures sécuritaires, à l'instar des patrouilles mixtes. Celles-ci sont à ce jour opérationnelles à Gao (voir 1.2).

En janvier 2018, des habitants de Tombouctou ont manifesté contre l'insécurité ; RFI a évoqué des vols de voitures, l'assassinat d'un douanier au centre-ville, la présence d'hommes armés non-identifiés et de djihadistes.³⁸ D'autres manifestations ont eu lieu dans la même ville en juillet 2018 : selon un membre des autorités intérimaires, elles étaient dues à une augmentation des braquages, des enlèvements et des vols, ce qui a créé des tensions entre les communautés arabes et noires.³⁹ Alors qu'un chef militaire de la CMA a été assassiné à Tombouctou en septembre 2018, un porte-parole de son mouvement suspectait les djihadistes, en estimant qu'ils avaient infiltré Gao et Tombouctou. Le gouverneur Koyna Ag Ahmadou, de son côté, a refusé de se prononcer avant l'issue de l'enquête et ajouté que « la situation sécuritaire à Tombouctou est calme ».⁴⁰

Pour ce qui est de Kidal, un journaliste malien a jugé que la rentrée scolaire d'octobre 2018 y marquait un renouement avec la normalisation, soulignant que la rentrée de l'année précédente avait été timide, suite à la fermeture des écoles depuis 2012. Le gouverneur indiquait que des dispositions particulières seraient prises pour la sécurisation des écoles et des enseignants, sachant que sur les 430 enseignants affectés dans la région de Kidal, 35 étaient alors présents. Dans ce contexte, les autorités sont parvenues à recruter 170 volontaires.⁴¹

plateforme-a-kidal/3933789.html / RFI, Paris. Mali : lourd bilan des combats entre le GATIA et la CMA dans le nord du pays, 27.07.2017. www.rfi.fr/afrique/20170727-mali-lourd-bilan-combats-entre-le-gatia-cma-nord-pays (07.11.2018).

³³ United Nations, Security Council. Reports of the Secretary-General on the situation in Mali, 29.03, 06.06, 25.09.2018. <http://undocs.org/S/2018/273>, <http://undocs.org/S/2018/541>, <http://undocs.org/S/2018/866> (07.11.2018).

³⁴ AFP, Paris. Mali : 11 djihadistes et un soldat tués dans une « embuscade terroriste », 23.07.2018. www.europe1.fr/international/mali-11-djihadistes-et-un-soldat-tues-dans-une-embuscade-terroriste-3716888 (07.11.2018).

³⁵ Christopher S. Chivvis, *The French war on Al Qa'ida in Africa* (New York: Cambridge University Press, 2016), p. 154.

³⁶ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 26.12.2017, p. 7. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s20171105.php / United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 06.06.2017, p. 6. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018541.php (07.11.2018).

³⁷ ICG, Bruxelles. Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural, 11.01.2017. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural (07.11.2018).

³⁸ RFI, Paris. Mali : pourquoi tant d'insécurité à Tombouctou ? 18.01.2018. www.rfi.fr/afrique/20180118-mali-tombouctou-insecurite (07.11.2018).

³⁹ RFI, Paris. Mali : après les tensions, le calme revient à Tombouctou, 28.07.2018. www.rfi.fr/afrique/20180728-mali-apres-tensions-calme-revient-tombouctou (07.11.2018).

⁴⁰ RFI, Paris. Mali : assassinat d'un commandant du MOC à Tombouctou, 10.09.2018. www.rfi.fr/afrique/20180910-mali-assassinat-commandant-moc-cma-tombouctou (07.11.2018).

⁴¹ L'Essor, Bamako. Mali: Rentrée scolaire à Kidal: sous le signe de la normalisation, 03.10.2018. <https://maliactu.net/mali-rentree-scolaire-a-kidal-sous-le-signe-de-la-normalisation/> (07.11.2018).

Les conflits ont fait des victimes collatérales parmi les civils, qui ont été touchés par des explosions de mines ou des balles perdues. Cependant, dans d'autres cas, des civils ont été directement pris pour cibles.⁴²

Dans la zone centrale du pays, et en particulier dans la région de Mopti, les civils sont particulièrement affectés par le conflit. En décembre 2017, les Nations Unies y observaient que des groupes armés prenaient le contrôle de larges zones, imposaient un « dogme religieux extrémiste », menaçaient les civils de violence s'ils collaboraient avec le gouvernement, et dans certains cas, ripostaient violemment s'ils rencontraient de la résistance.⁴³ Mopti se situe sur le delta intérieur du Niger, où les opérations djihadistes se sont superposées à des conflits entre communautés d'éleveurs nomades peuls, de chasseurs dogons et de cultivateurs bambaras.⁴⁴ Le groupe djihadiste Front de libération du Macina (FLM) s'est implanté, à partir de 2015, en se présentant comme protecteur des éleveurs peuls. Puis, en 2018, des communautés dogons ont vu leur accès aux champs et marchés restreint par des Peuls armés, djihadistes réels ou présumés. Dans ce contexte, des milices peules ont attaqué des villages dogons, et inversement.⁴⁵ Cependant, une trentaine de chefs de villages ont signé un accord de paix en août 2018, et le comité de suivi rassemble des représentants des deux communautés à parts égales.⁴⁶ Les médias ont rapporté que les violences dans la région de Mopti ont fait 540 morts entre janvier et octobre de la même année, dont 321 civils.⁴⁷

En octobre 2018, suite à l'assassinat de onze civils et l'enlèvement de plusieurs autres par des assaillants non-identifiés, le sociologue Mamadou Diouara commentait : « ce n'est pas des forces qui viennent de l'extérieur pour agir, c'est souvent des acteurs qui sont à l'intérieur des communautés, emmenés par des groupes extrémistes, qui font tranquillement partie de la société, et qui surprennent en agissant ».⁴⁸ Par ailleurs, des civils de la région de Mopti ont été enlevés, torturés, ou sommairement exécutés par les Forces armées maliennes.⁴⁹ Suite à la découverte de 25 cadavres en juin 2018, le Ministère de la défense a annoncé qu'« une mission de vérification dépêchée sur le terrain confirme l'existence de fosses communes impliquant certains personnels Fama dans des violations graves ayant occasionné mort d'hommes à Nantaka et Kobaka dans la région de Mopti ».⁵⁰

Près de Ménaka et de la frontière avec le Niger, le facteur djihadiste s'est également greffé sur des conflits communautaires, qui opposent Peuls et Daoussak, deux groupes vivant principalement de l'élevage nomade.⁵¹ Des représentants des deux communautés ont expliqué que selon leur profil ethnique, des individus venant des communautés vaincues se tournaient vers un ou l'autre groupe armé, pour se protéger ou se venger, ce qui continue

⁴² United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 25.09.2018, p. 8. <http://undocs.org/S/2018/866> / United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 28.09.2017, p. 8. <http://undocs.org/S/2017/811> (07.11.2018).

⁴³ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 26.12.2017, p. 7. <http://undocs.org/S/2017/1105> (07.11.2018).

⁴⁴ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 25.09.2018, p. 8. <http://undocs.org/S/2018/866> (07.11.2018).

⁴⁵ Philip Kleinfeld, I have lost everything: In central Mali, rising extremism stirs intercommunal conflict, IRIN (4 September 2018). www.irinnews.org/news-feature/2018/09/04/mali-fulani-dogon-extremism-stirs-intercommunal (07.11.2018).

⁴⁶ Accord de paix entre les communautés Dogon et Peule du cercle de Koro, fait à Sevaré, 28.08.2018. www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2018/08/Accord-de-paix-entre-les-communautés-Dogon-et-Peulh-du-cercle-de-Koro-28-août-2018.pdf / Jeune Afrique, Paris. Accord entre Peuls et Dogons au Mali : Tout le monde ne veut pas de la paix, 06.09.2018. www.jeuneafrique.com/625732/politique/accord-entre-peuls-et-dogons-au-mali-tout-le-monde-ne-veut-pas-la-paix/ (07.11.2018).

⁴⁷ Selon la base de données Acléd, Madison. www.acléddata.com/data/ (07.11.2018).

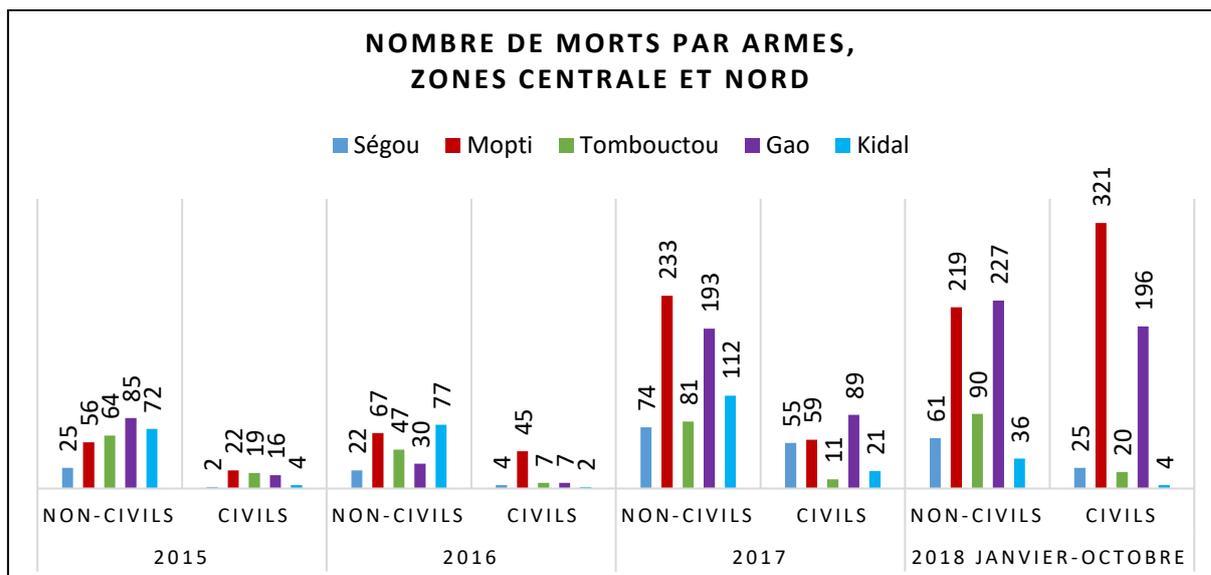
⁴⁸ Enregistré par : Studio Tamani, Bamako. Insécurité : cycle de violences au Centre et au Nord, 17.10.2018. www.studiotamani.org/index.php/politique/17463-mali-nouvelles-series-de-violences-au-centre-et-au-nord/ / Mali Actu, Bamako. Mali: Région de Mopti: Les terroristes ne reculent pas, 20.10.2018. <https://maliactu.net/mali-region-de-mopti-les-terroristes-ne-reculent-pas/> (07.11.2018).

⁴⁹ HRW, New York. Mali: Unchecked Abuses in Military Operations, 08.09.2017. www.hrw.org/news/2017/09/08/mali-unchecked-abuses-military-operations (07.11.2018).

⁵⁰ Cité par : AFP et Jeune Afrique, Paris. Mali : le gouvernement « confirme l'existence de fosses communes impliquant des Fama », 19.06.2018. www.jeuneafrique.com/579883/societe/mali-le-gouvernement-confirme-l'existence-de-fosses-communes-impliquant-des-fama/ (07.11.2018).

⁵¹ ICG, Bruxelles. Frontière Niger-Mali: mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, rapport n°261, 12.06.2018, pp. 3-12. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique (07.11.2018).

d'exacerber les cycles de violence.⁵² Selon plusieurs sources locales, plus de 200 civils y ont été tués par des groupes armés depuis avril 2018.⁵³



Source: Aclted, Madison. www.aclteddata.com/ (07.11.2018).

4. Personnes déplacées et réfugiées

En octobre 2018, l'UNHCR et le gouvernement malien dénombrèrent 77 046 personnes déplacées internes (PDI) sur le territoire malien et estimaient à 140'276 le nombre de réfugiés à l'étranger.⁵⁴ Les pays limitrophes sont les principales terres d'accueil, à savoir la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso ; en Mauritanie, la quasi-totalité des réfugiés maliens sont rassemblés dans le camp de Mbéra, au sud-est du pays.⁵⁵

Le nombre de réfugiés est resté relativement constant depuis le début de la crise, avec un pic à 149'700 en novembre 2012. A ce jour, 68'978 réfugiés sont rentrés au Mali. Le nombre de PDI, quant à lui, atteignait un maximum de 511'254 en juin 2013 et se situait à 77'046 en octobre 2018, ayant connu une hausse de près de 60 % depuis janvier 2018. Aujourd'hui, 526'505 PDI sont rentrées chez elles.⁵⁶ En octobre 2018, le gouvernement expliquait toutefois que « le contexte de déplacement au Mali reste complexe et fluide » : des personnes indiquaient rentrer définitivement chez elles, alors que d'autres faisaient des allers-retours entre leur lieu de déplacement et leur lieu d'origine. Simultanément, de nouveaux déplacements avaient lieu.⁵⁷

Ce tableau détaille, par région, le nombre de PDI en août 2018, ainsi que celui de personnes rentrées chez elles depuis le début de la crise⁵⁸ :

⁵² Interrogés par : Ruben de Koning et al., Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali (New York: United Nations, Security Council, 9 August 2018), p. 39. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).

⁵³ Ruben de Koning et al., Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali (New York: United Nations, Security Council, 9 August 2018), pp. 38-39. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).

⁵⁴ UNHCR, Geneva. Mali Situation, 30.09.2018. <https://data2.unhcr.org/en/situations/malisituation> (07.11.2018).

⁵⁵ UNHCR, Geneva. Mauritania Operational Update, 15.10.2018. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/66500> (07.11.2018).

⁵⁶ UNHCR, Geneva. Mali Situation, 30.09.2018. <https://data2.unhcr.org/en/situations/malisituation> (07.11.2018).

⁵⁷ Gouvernement du Mali, Bamako. Rapport sur les mouvements de populations, 18.10.2018. <https://mali.iom.int/reports/commission-mouvements-population> (07.11.2018).

⁵⁸ UNHCR, Geneva. Mali Operational Update, September 2018. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/66292> (07.11.2018).

	Sud				Centre		Nord		
	Bama-ko	Koulikoro	Kayes	Sikasso	Ségou	Mopti	Tom-bouctou	Gao	Kidal
PDI	3 023	1 048	14	103	7 726	15 773	19 696	22 297	313
PDI rentrées	0	0	0	0	3 073	41 108	273 984	206 156	2 184
Réfugiés rentrés	516	216	0	0	1 123	4 353	31 380	29 294	1 998

Remarque : Les sources consultées ne permettent pas de tracer la frontière de la région de Ménaka : ses données sont ici fusionnées avec celles de Gao.

Les PDI ne résident généralement pas dans des camps, mais dans des familles d'accueil, du moins dans un premier temps. Ensuite, la pression exercée sur les ressources des familles hôtes amènent certaines PDI à devenir locataires.⁵⁹ Un large sondage effectué en janvier 2017 par le gouvernement malien révélait que 52 % des PDI étaient locataires de leur logement, 29 % en étaient propriétaires, alors que 16 % étaient logées gratuitement ; pour ce qui est du type de logement, 69 % occupaient des maisons, 15 % des tentes et 14 % des cases.⁶⁰ Comme source principale de revenu sur leur lieu de déplacement, 30 % des PDI annonçaient le commerce, 11 % l'aide familiale, 11 % l'aide humanitaire, et le reste diverses activités économiques indépendantes et des dons de la communauté.⁶¹ Près de la moitié des ménages déplacés internes déclaraient avoir des problèmes d'accès à l'eau potable, le plus souvent en raison de l'éloignement des points d'eau.⁶²

Les personnes en besoin d'assistance humanitaire ne sont pas toutes migrantes, ni toutes affectées par la violence armée : en juillet 2018, les Nations Unies évaluent que 5,2 millions de Maliens - soit 27 % de la population - nécessitent de l'aide. Il s'agit du nombre le plus élevé depuis 2012. Le besoin d'aide alimentaire concerne alors 4,1 millions de Maliens au total, dont près de la moitié se trouve dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou ; cette situation s'explique aussi par des facteurs systémiques notamment liés à l'agriculture et au climat des pays sahéliens.⁶³

5. Crise multidimensionnelle

5.1. Idéologie et hiérarchies tribales

Le conflit est attisé par des divisions tribales ou raciales et par un cycle de vengeance engendré par les différentes rébellions touareg qui ont jalonné les cinquante dernières années.⁶⁴ La CMA rassemble des mouvements issus de la rébellion et qui se réfèrent à l'Azawad : ils sont principalement composés d'Ifoghas, une tribu suzeraine des Imghads au sein de la société Touareg. En revanche, les Touaregs Imghads et d'autres groupes ethno-linguistiques sont particulièrement représentés dans la coalition de la Plateforme, qui cultive

⁵⁹ Conseil norvégien pour les réfugiés, Oslo. Rapport d'atelier – Solutions durables pour les personnes déplacées internes, Bamako, 26-27.02.2014. www.internal-displacement.org/assets/publications/2014/201407-af-mali-workshop-report-fr.pdf (07.11.2018).

⁶⁰ Gouvernement du Mali, Bamako. Etude de profilage. Personnes déplacées internes, retournées et rapatriées, mai 2017, pp. 23-24. https://fscluster.org/sites/default/files/documents/rapport_profilage_mali_pdi_retournes_rapatriees.pdf (07.11.2018).

⁶¹ Gouvernement du Mali, Bamako. Etude de profilage. Personnes déplacées internes, retournées et rapatriées, mai 2017, p. 29. https://fscluster.org/sites/default/files/documents/rapport_profilage_mali_pdi_retournes_rapatriees.pdf (07.11.2018).

⁶² Gouvernement du Mali, Bamako. Etude de profilage. Personnes déplacées internes, retournées et rapatriées, mai 2017, p. 105. https://fscluster.org/sites/default/files/documents/rapport_profilage_mali_pdi_retournes_rapatriees.pdf (07.11.2018).

⁶³ OCHA, Genève. Plan de réponse humanitaire Mali, janvier-décembre 2018, version révisée juillet 2018. www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/mali-r%C3%A9vision-du-plan-de-r%C3%A9ponse-humanitaire-juillet-2018 (07.11.2018).

⁶⁴ Baz Lecocq, Disputed desert. Decolonisation, competing nationalisms and Tuareg rebellions in northern Mali (Leiden ; Boston: Brill, 2010), pp. 367, 390-395. <http://hdl.handle.net/1887/18540> (07.11.2018).

des liens étroits avec le gouvernement malien (voir : 5.1). Les signataires de l'Accord d'Alger reconnaissent d'abord que

L'appellation AZAWAD recouvre une réalité socio-culturelle, mémorielle et symbolique partagée par différentes populations du Nord du Mali, constituant des composantes de la communauté nationale. Une compréhension commune de cette appellation qui reflète également une réalité humaine devra constituer la base du consensus nécessaire, dans le respect du caractère unitaire de l'Etat malien et de son intégrité territoriale.⁶⁵

En avril 2017, la CMA refuse toutefois de limiter la signification de l'Azawad à une « réalité socio-culturelle et symbolique sans statut politique »⁶⁶ ; puis, de nouveaux affrontements meurtriers entre elle et la Plateforme ont eu lieu en juillet (voir : 2.1).

5.2. Trafics et désarmement

Un Touareg du Niger explique : « Ne cherchez pas. Chaque fois qu'on se bat dans le nord du Mali, c'est pour les routes de la drogue, pas pour autre chose ».⁶⁷ En effet, dans le nord du pays, il n'existe que peu de sources de revenu, et aucune ne peut rivaliser avec la rentabilité de la contrebande et du trafic de drogue.⁶⁸ La perception de péages et la sécurisation de convois de marchandise illégale contribuent au financement de plusieurs milices. Selon les quantités saisies, l'Afrique de l'Ouest demeure un lieu de transit pour la cocaïne, mais d'une importance moindre qu'avant 2010. Des convois de résine de chanvre traversent toujours le nord du Mali, et désormais, les trafiquants tendent à les faire protéger moins par des djihadistes que par des groupes membres de la CMA ou de la Plateforme, de par la légitimité conférée à ces derniers par l'Accord de paix.⁶⁹

Les migrants constituent une autre source de revenu dont des groupes armés tendent à bénéficier. A Gao, l'armée malienne a arrêté en février 2018 neuf individus suspectés de trafic d'êtres humains. Le groupe d'experts mandaté par les Nations Unies estimait que ces arrestations déviaient la route des migrants vers la périphérie de la ville. Il relevait aussi que

Les arrestations de février ne visaient pas les principaux passeurs de Gao. Plusieurs sources citent un dénommé Baye Coulibaly, qui est associé au [Groupe d'autodéfense des Touareg Imghads et alliés] GATIA et bénéficie de la protection des Forces de défense et de sécurité maliennes grâce à des réseaux familiaux. Coulibaly, qui gère une entreprise de transports entre Gao et Tamanrasset (Algérie), fournit de faux documents de voyage maliens pour faciliter le passage de la frontière algérienne aux migrants non maliens. Il retiendrait également les migrants refoulés par l'Algérie, qui seraient ensuite recrutés par le GATIA et inscrits au processus de désarmement, démobilisation et réintégration [DDR] à Gao.⁷⁰

Prévu par l'accord d'Alger, le processus de DDR demeure au stade des inscriptions et de la finalisation des listes de combattants (voir : 1.2). La Minusma, en 2016, estimait des effectifs largement en-deçà des nombres avancés par les leaders de groupes, qui selon une partie de la presse malienne, prélevaient des taxes auprès de nouvelles recrues, souvent désœuvrées et uniquement intéressées par une place dans l'armée nationale à l'issue du DDR.⁷¹ En 2018,

⁶⁵ Accord pour la paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger, 20.06.2015, p. 4. <https://peacemaker.un.org/node/2681> (07.11.2018).

⁶⁶ United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 06.06.2017, p. 1. <http://undocs.org/S/2017/478> (07.11.2018).

⁶⁷ Jeune Afrique, Paris. A quoi joue le général Gamou ? 18.10.2016. <https://www.jeuneafrique.com/mag/363608/politique/mali-a-quoi-joue-general-gamou%e2%80%89/> (07.11.2018).

⁶⁸ Wolfram Lacher, Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region, Carnegie Endowment for International Peace, 2012. <http://carnegieendowment.org/2012/09/13/organized-crime-and-conflict-in-sahel-sahara-region-pub-49360> (07.11.2018).

⁶⁹ Ruben de Koning et al., Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali (New York: United Nations, Security Council, 9 August 2018), p. 33. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).

⁷⁰ Ruben de Koning et al., Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali (New York: United Nations, Security Council, 9 August 2018), p. 35. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).

⁷¹ Cités par : Jeune Afrique, Paris. Mali : le business du cantonnement ? 29.04.2016. www.jeuneafrique.com/321987/politique/mali-business-cantonement/ (07.11.2018).

les Nations Unies évoquaient à nouveau des nombres de combattants « gonflés au-delà des attentes » par certains leaders de groupes.⁷²

Pour la mise en œuvre du processus de paix, l'Accord établit plusieurs commissions composées de représentants des groupes signataires. De même, la nomination d'autorités intérimaires suit ce principe de représentativité. Les parties signataires non-gouvernementales ont connu plusieurs scissions, et des nouveaux groupes qui en sont issus ont aussitôt demandé leur inclusion dans le processus, dont ils ont bloqué ou retardé des étapes afin d'obtenir gain de cause (voir : 5.2).

5.3. Djihadisme et conflits communautaires

Selon l'International Crisis Group, « pour les populations du Centre déçues par l'Etat, en compétition les unes avec les autres pour la gestion des ressources naturelles, terres fertiles et pâturages, l'accès aux armes de guerre est devenu un moyen de se protéger et parfois de contester les hiérarchies en place. Sur ce terreau fertile, des groupes djihadistes se sont réimplantés ». ⁷³ Dans le Centre, le plus connu d'entre eux est le Front de libération du Macina, dont le leader Hamadoun Koufa explique :

Notre seule réponse à l'occupation du Mali par les non-croyants est le jihad. [...] Notre combat n'est pas dirigé contre les populations pacifiques qui sont victimes de la mauvaise gouvernance de l'Etat, y compris une mauvaise administration et un système judiciaire corrompu. Nous pouvons aussi ajouter le comportement des juges et des agents du Service des forêts qui sont condamnés dans toute la région.⁷⁴

Au-delà du discours, des mesures se sont adressées spécifiquement aux communautés pratiquant l'élevage nomade : en novembre 2016, des djihadistes obtenaient que les *jowros* [chefs locaux] ne prélèvent pas les taxes habituellement appliquées aux éleveurs qui retournent après la saison des pluies.⁷⁵ Dans ce cas, le recours à l'intimidation, la terreur et la violence ne sont pas les seuls facteurs de puissance des groupes djihadistes.⁷⁶ Ceux-ci ont recruté en priorité des éleveurs peuls, qui depuis 2015, sont en conflit avec des communautés de chasseurs dogons ; et selon des sources non-identifiées, une milice dogon a obtenu armes et entraînement de la part du gouvernement malien.⁷⁷

Au Mali, le fanatisme religieux ne peut expliquer à lui seul le recrutement de djihadistes. Les facteurs incitant des jeunes à se joindre à des milices islamistes sont de natures diverses, et pas uniquement idéologiques ou économiques. Par exemple, la protection de sa famille, de sa communauté ou de sa source de revenu apparaissent comme des motivations importantes pour s'engager dans une milice.⁷⁸ Des sources locales ont indiqué que des membres de communautés en concurrence pour l'accès aux pâturages rejoignaient des groupes djihadistes, afin de recevoir un entraînement militaire et se préparer aux futurs affrontements.⁷⁹

⁷² Ruben de Koning et al., Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali (New York: United Nations, Security Council, 9 August 2018), pp. 8, 13. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).

⁷³ Le Monde, Paris. Centre du Mali : Il faut enrayer très vite la spirale de la violence, 23.09.2016. www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/23/centre-du-mali-il-faut-enrayer-tres-vite-la-spirale-de-la-violence_5002251_3212.html (07.11.2018).

⁷⁴ Cité par : Tor A. Benjaminsen and Boubacar Ba, Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? A Political Ecological Explanation, The Journal of Peasant Studies (2 June 2018), p. 10. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457> (07.11.2018).

⁷⁵ Tor A. Benjaminsen and Boubacar Ba, Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? A Political Ecological Explanation, The Journal of Peasant Studies (2 June 2018), p. 12. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457> (07.11.2018).

⁷⁶ Ferdaous Bouheli, Yvan Guichaoua, Jean-Hervé Jézéquel, Mali: The stoning that didn't happen, and why it matters, African Arguments (21 June 2017). <https://africanarguments.org/2017/06/21/mali-the-stoning-that-didnt-happen-and-why-it-matters/> (07.11.2018).

⁷⁷ Philip Kleinfeld, I have lost everything: In central Mali, rising extremism stirs intercommunal conflict, IRIN (4 September 2018). www.irinnews.org/news-feature/2018/09/04/mali-fulani-dogon-extremism-stirs-intercommunal (07.11.2018).

⁷⁸ ISS Africa, Dakar. Mali's young "jihadists": Fuelled by faith or circumstance? 26.08.2016. www.issafrica.org/research/policy-brief/malis-young-jihadists-fuelled-by-faith-or-circumstance (07.11.2018).

⁷⁹ Tor A. Benjaminsen and Boubacar Ba, Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? A Political Ecological Explanation, The Journal of Peasant Studies (2 June 2018), p. 13. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457> (07.11.2018).

Face aux djihadistes, Barkhane et la Force conjointe du G5 Sahel poursuivent une mission de lutte contre le terrorisme. Suite à sa première opération dans la zone communément appelée « des trois frontières » [Mali, Niger, Burkina Faso], la Force conjointe a déclaré ne pas y avoir trouvé de terroristes, et le général malien Didier Dacko a précisé :

On a rencontré des individus avec des armes et des véhicules, mais il faut bien comprendre que la menace est multiforme : il y a du terrorisme, et il y a dynamique insurrectionnelle. Il faut bien faire la distinction, pour ne pas se tromper de cible, car la force conjointe du G5 est axée sur la lutte contre le terrorisme et elle n'est pas impliquée dans la gestion de la question insurrectionnelle au Mali qui est essentiellement du ressort de la Minusma.⁸⁰

A la question de savoir dans quelle mesure une telle distinction reste possible, les sources consultées ne permettent pas d'y répondre.

6. Acteurs majeurs du conflit armé

Parmi les acteurs non-gouvernementaux du conflit, une dynamique de scissions perdure ; celle-ci suit en général des lignes ethniques ou communautaires.

6.1. Parties liées à l'Accord d'Alger de 2015

6.1.1. Forces armées et de sécurité du Mali (FAMA)

Considérée comme l'une des plus puissantes d'Afrique de l'Ouest dans les années 1970-1980, l'armée malienne a ensuite connu une période de délabrement.⁸¹ En 2013, l'Union européenne a envoyé au Mali près de 500 instructeurs pour une mission de 15 mois ; leur mandat a été prorogé trois fois, soit jusqu'à 2020. A ce jour, plus de 12 000 militaires maliens ont reçu une formation de leur part.⁸² L'armée malienne a recruté 5000 personnes en 2017 et autant en 2018, mais son effectif demeure flou : en 2016, un journaliste évoquait 13 000 militaires.⁸³

6.1.2. Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)

Formée en juin 2014 dans le cadre des négociations d'Alger, la CMA rassemble principalement le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), tous deux basés à Kidal. Ces groupes revendiquaient initialement l'indépendance territoriale d'une partie nord du Mali, et une partie de leurs membres sont Ifoghas, une tribu suzeraine au sein du groupe linguistique touareg.⁸⁴ En signant l'Accord de paix, la CMA renonçait officiellement à l'indépendance, avant de dénoncer partiellement le texte adopté et maintenir une position peu claire (voir : 4.1). Le leader du MNLA est Bilal Ag Achérif.⁸⁵ En octobre 2016, le chef de la branche armée du HCUA Cheikh Ag Aoussa a été assassiné, et Achafghi Ag Bohada a pris sa succession, alors que l'Amenokal [chef touareg] de Kidal, Alghabass Ag Intalla, est le secrétaire général du groupe.⁸⁶ La présidence de la CMA

⁸⁰ Cité par : RFI, Paris. G5 Sahel : opération Hawbi, les premiers enseignements, 09.11.2017. www.rfi.fr/afrique/20171109-g5-sahel-operation-hawbi-premiers-enseignements-terrorisme (07.11.2018).

⁸¹ Jeune Afrique, Paris. Au Mali, l'armée d'opérette, c'est fini !, 16.03.2016. www.jeuneafrique.com/mag/307646/politique/mali-larmee-doperette-cest-fini/ (07.11.2018).

⁸² European Union Training Mission Mali, Bamako. About us. <http://eutmmali.eu/> (07.11.2018).

⁸³ La Tribune, Toulouse. Mali : grande opération de recrutement dans l'armée, 11.05.2017. <https://afrique.latribune.fr/politique/2017-05-11/mali-grande-operation-de-recrutement-dans-l-armee-710603.html> / Malijet, Bamako. Armée : nouvelle phase de recrutement 2018, 22.01.2018. http://malijet.com/a_la_une_du_mali/202812-armee-nouvelle-phase-de-recrutement-en-2018.html / Jeune Afrique, Paris. Au Mali, l'armée d'opérette, c'est fini ! 16.03.2016. www.jeuneafrique.com/mag/307646/politique/mali-larmee-doperette-cest-fini/ (07.11.2018).

⁸⁴ Ibrahim Maïga, Armed groups in Mali: Beyond the labels, Institute for Security Studies, juin 2016) p. 6. www.issafrica.org/research/west-africa-report/armed-groups-in-mali-beyond-the-labels / Stephen A. Harmon, Terror and insurgency in the Sahara-Sahel region : corruption, contraband, jihad and the Mali war of 2012-2013 (Farnham: Ashgate, 2014), p. 178 / France 24, Paris. Le MNLA et le Haut conseil de l'Azawad s'unissent et veulent garder le contrôle de Kidal, 02.06.2013. www.france24.com/fr/20130602-nord-mali-kidal-mnla-haut-conseil-azawad-union-accord-election-presidentielle-bamako-rebellion-touareg (07.11.2018).

⁸⁵ Sahélien.com, Bamako. CMA: Bilal Ag Achérif reprend les rennes, 05.03.2018. <http://sahelien.com/cma-bilal-ag-acherif-reprend-les-rennes/> (07.11.2018).

⁸⁶ RFI, Paris. Mali : le HCUA a désigné son nouveau chef après l'assassinat de Cheikh Ag Aoussa, 26.10.2016. www.rfi.fr/afrique/20161026-mali-hcu-a-designe-nouveau-chef-assassinat-cheikh-haoussa-achafghi-bohada/

change environ tous les six mois depuis décembre 2016, mais en octobre 2018, Ag Intalla a obtenu un mandat d'une année.⁸⁷

6.1.3. Plateforme

La Plateforme est une coalition de mouvements armés formée en juin 2014 dans le cadre des négociations d'Alger, et tend à soutenir les positions du gouvernement en faveur de l'intégrité du territoire national. Elle est aujourd'hui principalement composée du Groupe d'autodéfense des Touareg Imghads et alliés (Gatia), du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) et de la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance I (CMFPR I).⁸⁸ Comme son nom l'indique, le Gatia est dominé par des Imghads, tribu vassale des Ifoghas selon la tradition Touareg ; il déclare disposer d'une base entre Gao et Kidal.⁸⁹ Le MAA, quant à lui, se compose essentiellement de membres de la communauté arabe de Tombouctou, alors que le CMFPR I constitue lui-même une coalition de groupes d'auto-défense issus de communautés Peuls et Songhai des régions de Gao et Mopti. MAA et CMFPR ont chacun connu la scission, si bien que le MAA Dissident et le CMFPR II ont la Plateforme pour s'allier à la CMA. Le leader de la Plateforme se nomme El Hadj Ag Gamou, par ailleurs général dans l'armée malienne et vraisemblablement fondateur du Gatia.⁹⁰

6.2. Coordination des mouvements de l'entente (CME)

En novembre 2017, plusieurs groupes armés dissidents de la CMA ont fondé la CME, dont l'objectif majeur consiste à obtenir leur inclusion dans le processus de paix.⁹¹ Les trois membres prépondérants de la CME sont : la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), et le Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), mouvements respectivement formés en mars 2014, septembre et octobre 2016. Le CJA a expliqué sa fondation par la nécessité d'assurer la sécurité des habitants de Tombouctou.⁹² Pour ce faire, en mars 2017, une trentaine de véhicules armés du CJA ont encerclé Tombouctou durant près d'un mois afin d'y empêcher la venue des autorités intérimaires, tant

Jeune Afrique, Paris. Présidentielle du Mali : comment IBK a conquis les voix du Nord, 24.08.2018.

www.jeuneafrique.com/619504/politique/presidentielle-au-mali-comment-ibk-a-conquis-les-voix-du-nord/ (07.11.2018).

⁸⁷ Nord Sud Journal, Bamako. Kidal: Alghabass Ag Intalla investi nouveau de la CMA, 29.12.2016.

www.nordsudjournal.com/2016/12/29/kidal-ghabass-ag-intalla-investi-nouveau-de-la-cma-2/ / Mali Actu, Bamako. Mali : Kidal : Sidi Brahim Ould Sidatt du MAA succède à Alghabass Ag Intalla à la tête de la CMA, 12.09.2017. <https://maliactu.net/mali-kidal-sidi-brahim-ould-sidatt-du-maa-succede-a-ghabass-ag-intalla-a-la-tete-de-la-cma/> / Sahelien.com, Bamako. CMA: Bilal Ag Achérif reprend les rennes, 05.03.2018.

<http://sahelien.com/cma-bilal-ag-acherif-reprend-les-rennes/> / Kibaru, Bamako. Kidal : Alghabass Ag Intalla, nouveau président de la CMA, 22.10.2018. <http://bamada.net/kidal-ghabass-ag-intalla-nouveau-president-de-la-cma> (07.11.2018).

⁸⁸ Ibrahim Maïga, Armed groups in Mali: Beyond the labels, Institute for Security Studies, juin 2016, p. 6.

www.issafrica.org/research/west-africa-report/armed-groups-in-mali-beyond-the-labels (07.11.2018).

⁸⁹ RFI, Paris. Nord du Mali: naissance d'un groupe armé opposé à l'autodétermination, 15.08.2014.

www.rfi.fr/afrique/20140815-nord-mali-naissance-groupe-arme-oppose-autodetermination-maa-gatia-mnla-gamou-almahmoud/ (07.11.2018).

⁹⁰ Ibrahim Maïga, Armed groups in Mali: Beyond the labels, Institute for Security Studies, juin 2016, pp. 4, 6.

www.issafrica.org/research/west-africa-report/armed-groups-in-mali-beyond-the-labels / AFP, Paris; VOA, Washington. Une vingtaine de civils touareg tués près de la frontière nigérienne au Mali, 01.10.2018. www.voaafric.com/a/une-vingtaine-de-civils-touareg-tues-pr%C3%A9s-de-la-fronti%C3%A8re-nig%C3%A9rienne-au-mali-4594290.html / Mali Actu, Bamako. Mali: Communiqué du Conseil des ministres extraordinaire du jeudi, 20 septembre 2018 CME N°2018-01/SGG. <https://maliactu.net/mali-communique-du-conseil-des-ministres-extraordinaire-du-jeudi-20-septembre-2018-cme-n2018-01sgg/> (07.11.2018).

⁹¹ Studio Tamani, Bamako. Mali : création de la CME pour l'inclusivité dans l'Accord pour la paix, 12.11.2017.

www.studiotamani.org/index.php/politique/13513-mali-creation-de-la-cme-pour-l-inclusivite-dans-l-accord-pour-la-paix (07.11.2018).

⁹² Jeune Afrique, Paris. Mali : Ibrahim Ag Mohamed Assaleh créé la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), 19.03.2014.

www.jeuneafrique.com/164896/politique/mali-ibrahim-ag-mohamed-assaleh-cr-la-coalition-du-peuple-pour-l-azawad-cpa/ / Jeune Afrique, Paris. Mali – Moussa Ag Acharatoumane : « Nous avons créé le MSA pour représenter tous les Azawadiens », 08.09.2016. www.jeuneafrique.com/355863/politique/mali-moussa-ag-acharatoumane-avons-cree-msa-representer-azawadiens/ / RFI, Paris. Le CJA, nouveau mouvement armé dans le nord du Mali, 11.10.2016. www.rfi.fr/afrique/20161011-mali-congres-justice-azawad-touareg-cja-nouveau-mouvement-arme-nord-mali (07.11.2018).

que le mouvement demeurerait exclu des commissions liées à l'accord de paix.⁹³ De même, en mai et juin 2018, la CPA a positionné 50 véhicules dans une ancienne base du MNLA pour obtenir sa participation aux patrouilles mixtes de Tombouctou.⁹⁴

6.3. Groupes djihadistes

Les groupes djihadistes actifs au Mali se rangent en deux coalitions, respectivement affiliées à al-Qaïda et à l'Etat islamique. Néanmoins, sur le terrain, leur relation apparaît plus empreinte de collaboration que de rivalité.⁹⁵

6.3.1. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

Le GSIM est aussi connu sous son nom arabe JNIM, acronyme de Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin. Formé en mars 2017, il rassemble Ansar Eddine, Al Mourabitoune, le Front de libération du Macina et al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Sous le commandement d'Iyad Ag Ghali, jusqu'alors à la tête d'Ansar Eddine, le GSIM a prêté allégeance à l'Algérien fondateur d'Aqmi, Abdelmalek Droukdel.⁹⁶ Ensuite, le GSIM a attaqué plusieurs fois l'armée malienne et Barkhane, réalisé un attentat contre le quartier général de la force conjointe du G5 Sahel à Sévaré, abattu des clients d'une structure hôtelière en périphérie de Bamako, et maintenu en captivité au moins cinq civils non-africains.⁹⁷ Cinq journalistes ayant enquêté sur le commandant du GSIM Iyad Ag Ghali ont qualifié ce dernier d'homme le plus recherché du Sahel.⁹⁸

6.3.2. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

Ce groupe djihadiste est issu du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), qui s'est joint aux Signataires par le sang en 2013 pour former Al-Mourabitoune, notamment auteur d'une attaque à Bamako en mars 2015 (voir 2.1). Il a été exclu de cette alliance en mai 2015, quand il a prêté allégeance à l'Etat islamique (EI) et s'est rebaptisé EIGS : affiliation reconnue par l'EI en octobre 2016.⁹⁹ Dirigé par Adnane Abou Walid Al-Sahraoui et probablement basé dans les environs de Ménaka¹⁰⁰, l'EIGS est soupçonné

- ⁹³ RFI, Paris. Mali : Tombouctou encerclée par le CJA, contre les autorités intérimaires, 03.03.2017. www.rfi.fr/afrique/20170303-mali-tombouctou-encerclée-cja-contre-autorites-interimaires / Jeune Afrique, Paris. Mali : que veulent les groupes armés qui encerclent Tombouctou ? 06.03.2017. www.jeuneafrique.com/409653/politique/mali-veulent-groupes-armees-tiennent-tombouctou/ / RFI, Paris. Mali : les autorités intérimaires installées dans toutes les régions du Nord, 20.04.2017. www.rfi.fr/afrique/20170420-mali-autorites-interimaires-installees-toutes-regions-nord (07.11.2018).
- ⁹⁴ United Nations, Security Council, Washington. Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) on Mali, 09.08.2018. www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/s2018581.php (07.11.2018).
- ⁹⁵ RFI, Paris. Mali: deux importants groupes djihadistes opèrent un rapprochement, 14.12.2017. www.rfi.fr/afrique/20171214-mali-deux-importants-groupes-djihadistes-operent-rapprochement (07.11.2018).
- ⁹⁶ Jeune Afrique, Paris. Fusion de groupes djihadistes au Sahel, sous la bannière d'Al-Qaïda, 02.03.2017. www.jeuneafrique.com/408773/politique/fusion-de-groupes-djihadistes-sahel-banniere-dal-qaïda/ (07.11.2018).
- ⁹⁷ AFP et Le Monde, Paris ; Reuters, Londres. Attaque meurtrière contre l'armée dans le centre du Mali, 06.03.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/06/attaque-meurtriere-contre-l-armee-dans-le-centre-du-mali_5089676_3212.html / RFI, Paris. Mali : le camp militaire de Gourma Rharous attaqué par des terroristes, 18.04.2017. www.rfi.fr/afrique/20170418-mali-attaque-terroristes-camp-militaire-gourma-rarhous?ref=tw_i / Reuters, Londres ; Le Monde, Paris. Le groupe djihadiste d'Iyad Ag-Ghali revendique l'attentat contre « Barkhane » au Mali, 02.07.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/02/le-groupe-djihadiste-d-iyad-ag-ghali-revendique-l-attentat-contre-barkhane-au-mali_5324748_3212.html / Bruxelles 2 / AFP, Paris. Mali : trois morts dans l'attaque du QG de la force conjointe G5 Sahel, 30.06.2018. www.jeuneafrique.com/586305/politique/mali-le-qq-de-la-force-conjointe-g5-sahel-vise-par-une-attaque/ / AFP et Le Monde, Paris. Au Mali, l'« attaque djihadiste » a fait au moins cinq victimes, 18.06.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/18/mali-attaque-contre-un-lieu-de-villegiature-pres-de-bamako_5146713_3212.html (07.11.2018).
- ⁹⁸ Le Monde, Paris. Iyad Ag-Ghali, l'ennemi numéro un de la France au Mali, 27.07.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/27/mali-iyad-ag-ghali-l-ennemi-numero-un-de-la-france_5336668_3212.html (07.11.2018).
- ⁹⁹ AFP et Le Figaro, Paris. Afrique : fusion de 2 groupes djihadistes, 22.08.2013. www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/22/97001-20130822FILWWW00250-afrique-fusion-de-2-groupes-djihadistes.php / Marc Mémier, Aqmi et Al-Mourabitoun. Le djihad sahélien réunifié ? IFRI, janvier 2017, pp. 27-28. www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/memier_agmi_et_al-mourabitoun_fr_2017.compressed.pdf (07.11.2018).
- ¹⁰⁰ RFI, Paris. Niger: 15 militaires tués lors d'une attaque près de la frontière malienne, 23.02.2017. www.rfi.fr/afrique/20170223-niger-15-militaires-tues-attaque-frontiere-malienne-tliwa (07.11.2018).

d'assassinats de civils près de la frontière avec le Niger, d'attaques de l'armée nigérienne au-delà de cette frontière, et a revendiqué des attaques et enlèvements de civils dans le nord du Burkina Faso.¹⁰¹

6.4. Forces armées internationales ou étrangères

6.4.1. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA)

Force d'intervention créée en 2013 par une résolution du Conseil de sécurité. En septembre 2018, l'effectif de la Minusma se montait à 12 231 militaires et 1728 policiers ; 59 nations y contribuaient, dont la Suisse, avec six militaires et quatre policiers. Les principaux pourvoyeurs de militaires étaient alors le Burkina Faso (1704), le Bangladesh (1418), le Tchad (1413) et le Sénégal (1092).¹⁰² Depuis la signature de l'Accord de paix en 2015, l'objectif majeur de la Minusma consiste à le faire appliquer.¹⁰³

6.4.2. Opération Barkhane

En janvier 2013, des groupes djihadistes progressaient vers le Sud du Mali en direction de Bamako et atteignaient Sévaré ; le gouvernement malien a alors demandé le soutien de la France, qui a déclenché l'opération militaire Serval. Celle-ci a été remplacée en août 2014 par l'opération Barkhane, une force de 3000 soldats français ayant pour mission majeure de poursuivre et tuer des djihadistes dans l'ensemble du Sahel.¹⁰⁴ Barkhane mène des opérations en partenariat avec la Minusma et les armées des pays concernés.¹⁰⁵

6.4.3. Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S)

Fondé en décembre 2014, le G5 Sahel réunit les gouvernements du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Annoncé par ceux-ci comme un cadre institutionnel de coordination et de suivi de coopération régionale, il vise notamment à renforcer la paix et la sécurité, développer des infrastructures, créer les conditions d'une meilleure gouvernance et améliorer la sécurité alimentaire.¹⁰⁶ En 2017, le G5 a créé une force conjointe (FCG5S) de 5000 militaires, dont il a mis en place le commandement au Mali. Dans ce cadre, près de 750 soldats maliens, nigériens et burkinabés se sont rencontrés en novembre 2017 dans la zone des trois frontières, où ils ont testé du matériel de communication.¹⁰⁷ Largement soutenue par la France, la FCG5S opère avec l'appui de Barkhane, avec qui elle partage le but de lutter contre le terrorisme.¹⁰⁸ Néanmoins, en septembre 2018, Radio France internationale a précisé

¹⁰¹ AFP, Paris. Mali : 4 civils tués dans une attaque djihadiste, 25.07.2017. www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/07/25/97001-20170725FILWWW00324-mali-4-civils-tues-dans-une-attaque-djihadiste.php / RFI, Paris. Niger: 15 militaires tués lors d'une attaque près de la frontière malienne, 23.02.2017. www.rfi.fr/afrique/20170223-niger-11-militaires-tues-attaque-frontiere-malienne-tliwa / BBC, Londres. Burkina Faso : l'EIGS revendique des attaques, 18.04.2018. www.bbc.com/afrique/region-43814707 (07.11.2018).

¹⁰² United Nations, Security Council. Report of the Secretary-General on the situation in Mali, 25.09.2018. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1829038.pdf> (07.11.2018).

¹⁰³ United Nations, Security Council. Resolution 2423, 28.06.2018. [https://undocs.org/S/RES/2423\(2018\)](https://undocs.org/S/RES/2423(2018)) (07.11.2018).

¹⁰⁴ Christopher S. Chivvis, The French war on Al Qa'ida in Africa (New York: Cambridge University Press, 2016), pp. 98, 154.

¹⁰⁵ Ministère des armées, Paris. Opération Barkhane, 09.10.2018. www.defense.gouv.fr/english/operations/barkhane/dossier-de-presentations/operation-barkhane (07.11.2018).

¹⁰⁶ G5 Sahel, Nouakchott. Convention portant création du G5 Sahel, 19.12.2014. www.g5sahel.org/images/convention.pdf (07.11.2018).

¹⁰⁷ Jeune Afrique, Paris. G5 Sahel : enfin une force conjointe à l'issue du sommet de Bamako ?, 30.06.2017. www.jeuneafrique.com/452523/politique/g5-sahel-enfin-force-conjointe-a-l-issue-sommet-de-bamako/ / RFI, Paris. G5 Sahel : opération Hawbi, les premiers enseignements, 09.11.2017. www.rfi.fr/afrique/20171109-g5-sahel-operation-hawbi-premiers-enseignements-terrorisme (07.11.2018).

¹⁰⁸ Ministère des armées, Paris. Activités de la force conjointe, point de situation des opérations du 18 janvier 2018. www.defense.gouv.fr/english/operations/points-de-situation/point-de-situation-des-operations-du-18-janvier-2018 / RFI, Paris. G5 Sahel : opération Hawbi, les premiers enseignements, 09.11.2017. www.rfi.fr/afrique/20171109-g5-sahel-operation-hawbi-premiers-enseignements-terrorisme (07.11.2018).

que « six opérations conjointes plus tard, la force n'a toujours pas croisé le fer avec les terroristes ». ¹⁰⁹

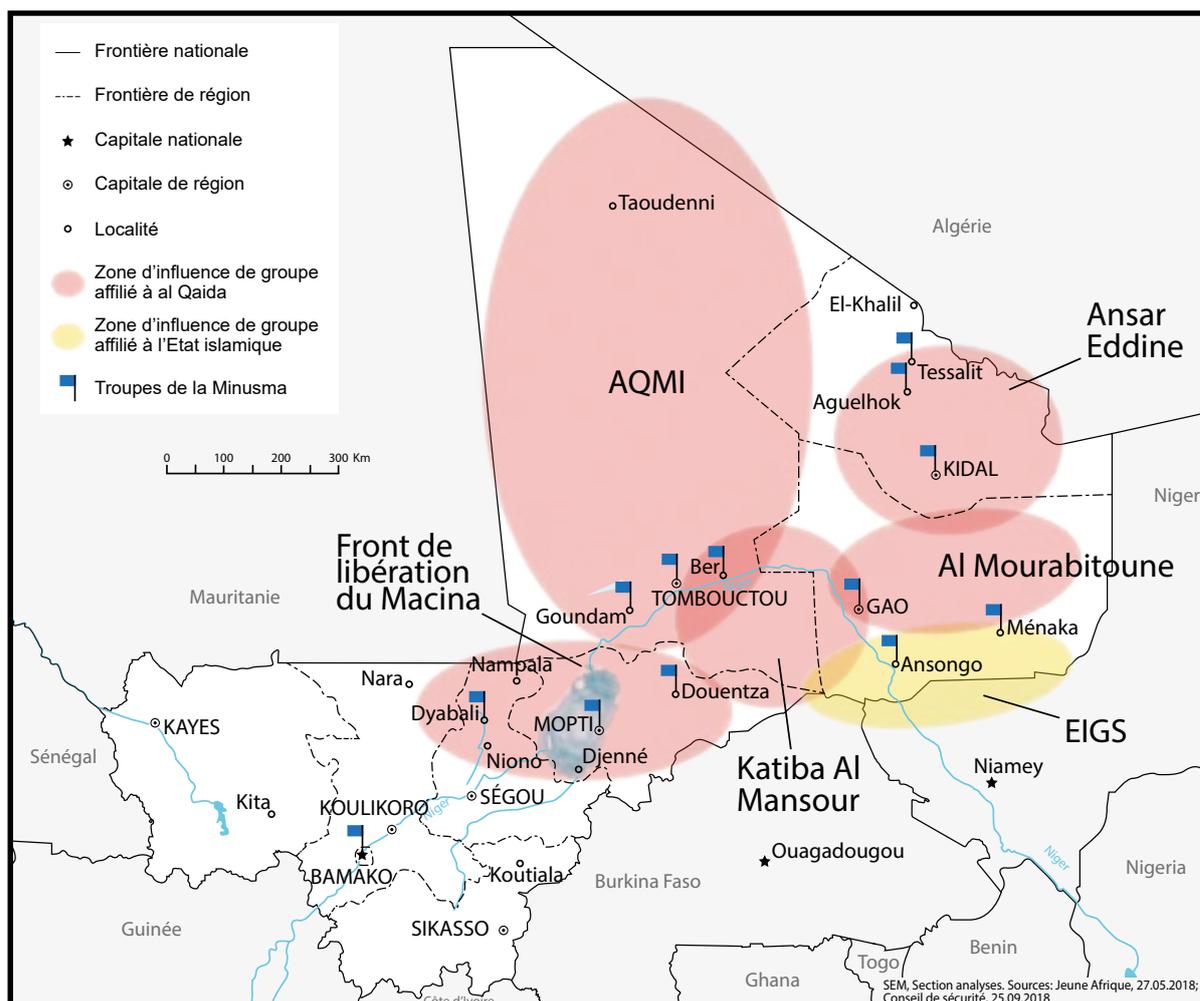
SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

La présente « Note » a été élaborée par l'Analyse sur les pays du SEM dans un délai limité, selon les [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine, sur la base de sources d'informations soigneusement choisies. Toutes les informations disponibles ont été recherchées, évaluées et traitées avec un grand soin. Toutefois, ce document ne prétend pas être exhaustif. Il ne permet pas non plus d'évaluer de manière concluante si une demande individuelle de statut de réfugié ou d'asile particulier est justifiée ou pas. Quand un événement précis, une personne ou une organisation particulière n'est pas évoqué dans ce document, cela ne signifie pas que l'évènement, la personne ou l'organisation en question n'existe pas. Le contenu de ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités.

¹⁰⁹ RFI, Paris. Un an après sa création, le G5 Sahel toujours pas opérationnel, 26.09.2018.
www.rfi.fr/afrique/20180926-g5-sahel-toujours-pas-operationnel-an-apres-creation (07.11.2018).

Annexe : Zones d'influence des groupes djihadistes et bases de la Minusma



Remarque : Ces zones d'influence font référence à des aires de présence, ce qui ne signifie pas un contrôle territorial.